



## *Communiqué de presse*

### **Enseignement supérieur et recherche : rompre avec l'austérité !**

BRIGITTE  
GONTHIER-MAURIN

---

SENATRICE  
DES HAUTS-DE-SEINE  
GROUPE COMMUNISTE  
REPUBLICAIN  
ET CITOYEN

---

*Vice-présidente  
de la Commission  
de la Culture,  
de l'Education  
et de la Communication*

*Présidente  
de la Délégation  
aux droits des femmes  
et à l'égalité des chances  
entre les hommes  
et les femmes*

La LRU de 2007 et le passage aux Responsabilités et Compétences Elargies (RCE) de 2008, mises en place par le précédent gouvernement, ont placé les universités en grande difficulté. L'autonomie accordée a essentiellement consisté en un transfert de la gestion de la pénurie budgétaire de l'Etat vers les universités.

Ces dispositions n'ont pourtant pas été remises en cause par le gouvernement actuel. Bien au contraire, les logiques de la LRU et les conséquences du passage des universités aux RCE ont été entérinées par la loi relative à l'enseignement supérieur et la recherche, et ce malgré l'opposition du groupe CRC.

Comment s'étonner, quand les dotations de l'Etat aux universités continuent de baisser, quand le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche est en diminution, que les universités soient en déficit - 15 sur 76 à la rentrée 2013 - que la précarité qui ronge l'enseignement supérieur et la recherche continue de s'étendre, que les conditions d'études des étudiants se dégradent ?

Face à cette situation dramatique, la question n'est pas de dénigrer la qualité de cet enseignement mais bien de réaffirmer l'urgence de rompre avec la logique libérale et « austéritaire » pour permettre de répondre au besoin d'élévation des savoirs et des qualifications.

C'est pourquoi, j'apporte mon soutien plein et entier à la grève et à la manifestation menée ce jour par des organisations syndicales et des associations de l'enseignement supérieur et de la recherche, appelant le gouvernement à attribuer enfin les moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et à la résorption de la précarité.

Paris, le 12 décembre 2013